

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 56 (1915), p. 529-534

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1915__56_529_0

© Société de statistique de Paris, 1915, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 12. — DÉCEMBRE 1915

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 1915

SOMMAIRE

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 OCTOBRE 1915.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES.

COMMUNICATION PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA LISTE DES CANDIDATS PROPOSÉS PAR LE CONSEIL POUR LES ÉLECTIONS DE DÉCEMBRE.

COMMUNICATION DE M. EUGÈNE D'EICHTHAL SUR « LA VALEUR SOCIALE DES INDIVIDUS AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE DÉFINITIONS ET MÉTHODE ».

COMMUNICATION DE M. GASTON CADOUX SUR « LA PLACE AU SOLEIL DE L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE »
MOTION.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 20 OCTOBRE 1915

La séance est ouverte à 17^h 30, sous la présidence de M. Maurice BELLOM, président, qui annonce que le Journal de la Société n'ayant pu être distribué avant la séance en raison des retards apportés à l'impression, l'approbation du procès-verbal de la séance du mois d'octobre sera reportée à la séance de décembre.

NOMINATION ET PRÉSENTATION DE MEMBRES TITULAIRES

M. le président met aux voix la candidature de M. VARAGNAC, proposée à la dernière séance. Cette candidature est acceptée à l'unanimité, et M. VARAGNAC est nommé membre titulaire.

Il fait connaître qu'il a reçu les demandes de candidature suivantes :

M. BRIZON, directeur de la Banque des Pays du Nord, 28 bis, avenue de l'Opéra, et que cette candidature est présentée par MM. A. NEYMARCK, Ch. LAURENT et BARRIOL; M. Georges ALLIX, ancien élève de l'École polytechnique, rédacteur en chef du *Journal des Transports*, 52, rue des Écoles, présenté par MM. André LIESSE et BARRIOL.

Conformément à l'usage, il sera statué à leur sujet dans la séance de décembre.

PRÉSENTATION D'OUVRAGES

M. le président donne la parole à M. le secrétaire général qui fait part à la Société de la réception d'un certain nombre d'ouvrages parmi lesquels il signale notamment les documents suivants :

Australie (Bureau confédéral de recensement et de statistique). Statistiques sociales : Statistique de l'enseignement, des hôpitaux et assistance, des lois et crimes pour l'année 1907.

Population et statistiques vitales : Démographie confédérale pour 1914 et les années précédentes.

Bolivie (Ministère du Commerce et de l'Industrie) : Mémoire présenté à l'Assemblée législative de 1915.

Chili (Office central de Statistique) : Annuaire statistique de la République du Chili :

Volume IV, Justice, police et criminalité. 1913.

Volume VI, Finances. 1914.

Volume VII, Mines et métallurgie. 1914.

États-Unis d'Amérique (Département du Travail). Bulletin n° 157 : Statistique des accidents dans l'industrie.

État du Massachusetts (Bureau de statistique). Bulletin n° 109 : Salaires et heures de travail dans les industries dérivées du papier.

France (Ministère de l'Intérieur. Gouvernement général de l'Algérie. Conseil supérieur du Gouvernement). Session ordinaire de 1915. Délégations financières. Session de juin 1915. Tome I comprenant : 1° Programme de la session; 2° Assemblée plénière; 3° Rapport général du budget.

Tome II comprenant : 1° Délégation des colons; 2° Délégation des non-colons; 3° Délégation indigène.

Italie (Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Direction générale de la statistique et du travail). Mouvement de la population d'après les actes de l'état civil pour l'année 1913.

Russie (Ministère de l'Intérieur. Comité central de Statistique). Essai sur l'organisation de la statistique administrative en France, 1914.

Suède (Bureau central de Statistique). La Suède (2 vol.), par le Dr Guinchard. Rapport annuel sur l'enseignement primaire, 1913.

Rapport annuel sur l'enseignement professionnel des garçons, 1912-1913.

Suisse (Département fédéral de l'Intérieur. Bureau de Statistique). Annuaire statistique de la Suisse pour 1914.

A propos des deux volumes adressés par le Bureau central de la Statistique de Suède, M. Yves GUYOT fait remarquer que l'ouvrage a d'abord paru en français et en suédois en 1900, à l'occasion de l'Exposition de Paris, et qu'il a été alors traduit en Anglais. Il fait remarquer que la nouvelle édition récemment reçue, qui a d'ailleurs été sensiblement développée, n'a pas paru en français et qu'une édition allemande a remplacé l'édition française à côté de l'édition anglaise.

COMMUNICATION PAR M. LE PRÉSIDENT DE LA LISTE DES CANDIDATS PROPOSÉS PAR LE CONSEIL POUR LES ÉLECTIONS DE DÉCEMBRE

M. le président annonce que, conformément aux statuts et au règlement, le Conseil a dressé la liste des candidats à présenter aux suffrages de la société

pour les diverses fonctions qui deviennent vacantes à fin 1915. Cette liste est la suivante :

Président pour 1916, M. MALZAC.

Vice-présidents pour 1916, 1917 et 1918, MM. D'EICHTHAL et Paul MEURIOT.

Membres du Conseil pour 1916, 1917 et 1918, MM. Émile BOREL, Pierre NEYMARCK et Charles LEFEBVRE.

Toute candidature proposée par cinq membres au moins sera, de droit, ajoutée à la liste précédente, pourvu qu'elle soit conforme aux dispositions statutaires et transmise au secrétaire général avant le 26 novembre 1915.

COMMUNICATION DE M. EUGÈNE D'EICHTHAL SUR « LA VALEUR SOCIALE DES INDIVIDUS AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE. DÉFINITIONS ET MÉTHODE ».

M. le président donne la parole à M. Eugène D'EICHTHAL pour sa communication sur la valeur sociale des individus au point de vue économique. Définitions et méthode.

« M. Eugène D'EICHTHAL rappelle que, depuis la guerre, il est à chaque moment question des pertes en capital humain qu'elle occasionne : on a voulu même chiffrer ces pertes et on a publié des résultats très différents, avec des écarts d'évaluation considérables. M. D'EICHTHAL cite quelques-uns des chiffres divergents qui ont figuré dans divers recueils ou publications. Il pense que ces divergences viennent de ce qu'on est parti de définitions incomplètes qui ont conduit à des méthodes défectueuses. Il essaye de préciser ce qu'on doit entendre par valeur moyenne économique ou valeur sociale au point de vue économique des individus. Cette définition établie, il cherche s'il serait possible, à l'aide de *census* périodiques très complets et bien coordonnés portant sur toutes les natures de biens et sur le recensement de la population par sexes, âges et professions, de tirer des indications que ces *census* fourniraient sur les accroissements de la richesse collective, des données relatives à la part que chaque individu a prise dans ces accroissements, d'où il serait facile, par un calcul d'actuaire, de déterminer sa valeur en capital. M. D'EICHTHAL montre l'impossibilité qu'il y aurait, même par cette voie et au prix d'investigations très laborieuses, d'aboutir à des conclusions d'une suffisante précision. La tâche est encore plus irréalisable dans des pays où comme chez nous il n'y a pas de *census* généraux périodiques et où il faut se contenter de données indirectes sur l'accroissement de la richesse pour une période déterminée. Dans ces conditions, notre collègue pense qu'il est imprudent de lancer dans la presse des évaluations qui reposent sur des bases trop hypothétiques pour être considérées comme ayant un caractère scientifique et qui pourraient être la source d'idées erronées. »

M. Maurice BELLOM, président, prend alors la parole en ces termes :

« S'il en est parmi vous qui, à la lecture du titre de la communication de M. D'EICHTHAL ont pu éprouver quelque surprise et redouter une dérogation au programme des statistiques de guerre qui doit faire l'objet de nos travaux, le savant exposé que vous venez d'entendre les a, j'en suis certain, pleinement rassurés. C'est que le caractère compréhensif de la lutte actuelle associe à l'œuvre de la défense nationale toutes les forces vives du territoire : à cet égard, la valeur sociale de l'individu au point de vue économique ne saurait être contestée. Cette valeur sociale résulte, sans doute, des forces physiques de chacun, et, à ce titre, les initiatives et les efforts que nos éminents collègues, MM. COLSON et Raphael-Georges LÉVY, ont prises pour combattre les fléaux de la dépopulation et de l'alcoolisme sont aussi généreux que féconds. Nos ennemis l'avaient compris ; ils avaient même, dans une exposition spéciale tenue à Dresde, surexcité l'attention du public et ils avaient obtenu de tangibles résultats par l'intérêt que le peuple lui-même, jusqu'aux enfants, portait aux tableaux et aux modèles placés sous ses yeux ; bien plus, le commissaire général de l'exposition, dans la préface du catalogue, recommandait

comme un devoir patriotique le souci de l'hygiène individuelle dont il signalait la directe influence sur l'avenir de la race. Mais la valeur sociale de l'individu procède aussi de la force morale, et cette dernière se traduit non seulement par l'héroïsme dont nos vaillants soldats nous donnent à chaque heure depuis de nombreux mois le sublime exemple, mais encore par les victoires que remportent loin du front, dans la pratique de la tolérance mutuelle, de l'inlassable patience, de l'inébranlable foi dans le succès final, les individus retenus dans la zone de l'intérieur par leur âge, leur santé ou leurs fonctions. Les réflexions d'ordre général que suggère ainsi l'étude de notre collègue et maître attestent une fois de plus les relations entre l'esprit statistique et la guerre, dont j'ai cherché dès la première séance de cette année à définir les éléments et le domaine.

« C'est pour moi un nouveau motif d'exprimer à M. D'EICHTHAL la gratitude de la Société de Statistique de Paris pour la puissante contribution qu'il vient d'apporter à l'étude d'un problème aussi délicat à poser que fondamental à résoudre. »

COMMUNICATION DE M. GASTON CADOUX SUR « LA PLACE AU SOLEIL DE L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE »

M. le président donne la parole à M. G. CADOUX, pour sa communication sur *La Place au soleil de l'Allemagne et la Guerre*.

L'étude de M. G. CADOUX se propose, en exposant la situation économique de l'Allemagne, de réfuter une affirmation des pangermanistes et de quelques gouvernants allemands, à savoir qu'il est vain de discuter sur le motif occasionnel de la guerre, puisque la nécessité d'avoir sa place au soleil obligeait inéluctablement l'Allemagne à une grande guerre. A force de répéter cette assertion, la presse populaire pangermaniste a fini par en faire une sorte de lieu commun, tant pour les Allemands que pour les neutres.

M. CADOUX estime utile de réfuter cette fausse affirmation et il base la démonstration de cette fausseté sur une importante série de données statistiques officielles allemandes ou émanant d'autorités allemandes en matière financière et économique. Il espère, après la défaite du militarisme allemand, qu'on avouera chez nos ennemis que ni la France, ni l'Angleterre, ni la Russie n'ont été les agresseurs; mais il craint qu'on n'invoque cette soi-disant nécessité de la conquête de la place au soleil pour excuser l'attaque austro-allemande de 1914.

Avant de produire ses statistiques, l'orateur montre par quels efforts soutenus dans les écoles, les universités, les académies de guerre et l'entourage de l'Empereur, la caste nobiliaire prussienne a modifié la mentalité des Allemands et leur a finalement inculqué une sorte de folie collective des grandeurs, exaspérant l'esprit de domination et les appétits de toutes les classes de la population de l'Empire.

Passant aux constatations statistiques, M. CADOUX observe tout d'abord que la *race élue*, la pure race allemande, n'est, d'après les documents allemands, par rapport aux autres races peuplant l'Europe, qu'en minorité très accusée, puisqu'elle comptait environ 73 millions sur 423 millions d'habitants de toute l'Europe. Elle ne représente donc que 17,25 pour cent de l'ensemble de la population. Il paraît peu probable à l'orateur que les 350 millions d'Européens non allemands acceptent, sans résister énergiquement, la prétention à la suprématie du groupe allemand.

Entrant dans le vif de son sujet, l'auteur démontre que, si l'accroissement de la population de l'Allemagne a été considérable (de 1875 à 1910, il a été de 52 % contre 37 % dans le Royaume-Uni et 8 % en France), jamais l'Allemagne n'a souffert, ni failli souffrir, de pléthore. A l'appui de cette affirmation, il montre la diminution si remarquable de l'émigration, sa faiblesse comparativement à l'émigration des autres nations européennes; l'infime mouvement des Allemands vers leurs colonies; l'accroissement de la population étrangère en Allemagne et l'importance de la main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture et

l'industrie. Il en conclut que, si impressionnant que puisse être l'accroissement de la population de l'Empire, jamais l'Allemagne n'en a ressenti de malaise économique, ni même de gêne ou d'appréhensions justifiées.

Pour fortifier cette démonstration, M. CADOUX cite les statistiques officielles de l'Office impérial, qui montrent l'accroissement (beaucoup plus rapide que l'augmentation de la population) du nombre des occupations permanentes dans le commerce et dans l'industrie. Alors que, en 1882, ils faisaient vivre un peu plus d'un sixième de la population de l'Allemagne, ils en occupaient presque le cinquième en 1895 et, en 1907, près de 24 %, c'est-à-dire presque le quart. Cette démonstration lui semble irrécusable.

Et les statistiques produites montrent encore que les salaires de ce nombre, si largement accru, d'ouvriers et d'employés ont haussé sensiblement de 1879 à 1910; que leur bien-être s'est beaucoup augmenté, et que la prospérité générale se révèle également par les taux d'accroissement de la consommation des matières premières nécessaires à l'industrie par tête d'habitant au cours de cette période. Par exemple, de la période 1879-1883 à celle de 1906-1910, la consommation du sucre par habitant a augmenté de 188,5 % et celle des fruits exotiques de 300 %; celle du pétrole de 71,8 %; du coton de 100 %; de la houille de 120,5 %, du fer brut de 203,8 %, de la lignite de 227 %.

A ces preuves (tirées de documents allemands) d'une prospérité ascendante et continue, s'ajoutent celles fournies par les statistiques relatives au développement de la fortune privée; à l'augmentation incroyable des capitaux confiés, de 1906 à 1912, aux caisses d'épargne publiques et particulières. Et les documents cités font ressortir que, pendant cette même période, les épargnes cumulées des Anglais et des Français ont été inférieures à celles des seuls Allemands. En 1910, pour l'Allemagne, d'après *Les forces économiques*, étude publiée par la *Dresdner Bank*, les capitaux de l'épargne étaient de 16.780 millions de marks; contre: en France 4.514 millions de marks et en Angleterre, 4.422 millions de marks.

Puis, toujours au moyen des statistiques allemandes, M. CADOUX démontre le manque de base de l'assertion que, pour son expansion maritime et son commerce extérieur, la jalousie des nations concurrencées par l'Allemagne a constamment entravé ses efforts pacifiques.

Le taux d'accroissement du commerce extérieur de 1891 à 1911 a été (en 1911 par rapport à 1891) de :

65,9 %	pour la Grande-Bretagne et l'Irlande;
69,8	pour les États-Unis de l'Amérique du Nord;
105,1	pour la France;
143,1	pour l'Allemagne.

Pour la même période, le taux de l'accroissement du tonnage de la marine de commerce a été de : 68,50 % pour la France; 37 % pour la Grande-Bretagne et 103,90 % pour l'Allemagne.

Énumérant ensuite les banques et les établissements financiers allemands, M. CADOUX explique leur rôle, leur importance et leurs progrès. Il note que, en 1912, il existait, en dehors de la Banque de l'Empire, 158 banques dont le capital social réuni atteignait 2.928.894.000 marks avec 801.663.000 marks de réserves et un bénéfice net déclaré de 307.401.000 marks.

Enfin, comme dernière preuve que la situation de l'Allemagne laborieuse était satisfaisante et prospère, M. CADOUX énumère les gros dividendes de ses principaux établissements industriels. Pour les produits chimiques, 20 à 30 %; pour l'électricité, 9 à 14 %; pour les machines, 12 à 25 %; pour les mines et charbonnages, 8 à 24 %; pour les compagnies de navigation, 3 à 15 %. Tels sont les résultats des deux années qui ont précédé la guerre. Tout, d'après ces constatations empruntées aux documents allemands, démontre que ni le commerce, ni l'industrie, ni la finance, ni la marine marchande n'ont, à aucun moment, vu

leurs progrès entravés; que jamais on n'a empêché ni paru empêcher l'Allemagne de prendre sa place au soleil. M. CADOUX croit en avoir apporté la preuve.

L'orateur espère que cette vérité finira par être reconnue en Allemagne et qu'alors, les Allemands, désabusés, demanderont des comptes rigoureux à ceux qui, par leurs mensonges, sont responsables de tant de deuils, de tant de ruines et ont provoqué l'unanime réprobation contre l'Allemagne. Il émet le vœu que des travaux analogues à son étude contribuent à faire connaître la vérité aux Allemands et aux neutres.

M. Maurice BELLOM, président, remercie M. CADOUX de sa communication. « Je n'ai pas besoin, dit-il, d'insister après l'exposé si vivant, je dois dire si vibrant de notre ancien et cher Président, pour montrer à quel degré cette communication statistique se rattache aux préoccupations constantes qui nous animent, les yeux sans cesse tournés vers nos admirables frères qui, aux deux extrémités de l'Europe, tiennent haut et ferme le drapeau de la civilisation et du droit. »

La Société décide, sur la proposition de M. le président, de reporter aux séances suivantes les discussions relatives aux deux communications de MM. D'EICHTHAL et CADOUX.

MOTION

M. Jean BRUNHES demande la parole pour appeler l'attention de la Société sur ce fait que, dans les deux très beaux volumes intitulés *Science française* qui ont été édités par les soins du Gouvernement de la République en vue de sa participation à l'exposition de San-Francisco, les sciences économiques ont été traitées d'une manière extrêmement sommaire et aucun chapitre n'a été consacré à la statistique. M. BRUNHES estime que cette omission est d'autant plus regrettable que nous sommes à une heure où nous pouvons peut-être nous reprocher de ne pas avoir suivi avec une attention assez éveillée et des statistiques assez rigoureuses les phénomènes qui se développaient hors de nos frontières, et que les volumes en question étaient destinés au grand pays ami où la culture statistique est si répandue; il demande donc au bureau de bien vouloir examiner si une protestation en règle ne pourrait être adressée à la Direction de l'Enseignement supérieur du ministère de l'Instruction publique.

Après échange de quelques observations entre MM. Raphaël-Georges LÉVY et BRUNHES, M. le président fait connaître que le Conseil de la Société sera saisi de la question à sa prochaine séance.

La séance est levée à 19 heures.

Le Secrétaire général,
A. BARRIOL.

Le Président,
Maurice BELLOM.
